

La Voix de l'Opposition de Gauche

Causerie et infos

Le 9 janvier 2022

J'ai négligé mes affaires personnelles pendant beaucoup trop longtemps, du coup je croule sous les emmerdements qui en découlent directement, et qui en quantité comme en qualité ont atteint un seuil insoutenable ou me causent de graves désagréments, à moins que je les ai attirés, par conséquent je vais un peu lever le pied, heureusement que la santé et le moral sont bons. Je ne bois et je ne fume pratiquement plus, je dors mieux et plus longtemps, je mange moins aussi, mais mieux, je suis un peu moins fatigué et plus calme... quoique !

J'avais des scrupules à vous laisser tomber au moment où nous vivons une période particulièrement difficile, on m'aurait accusé de désertion ou d'irresponsabilité, ce qui aurait été injuste. Si vous lisez les articles des portails ou blog auxquels je fais référence dans les causeries, vous serez pratiquement aussi bien informé que moi, donc vous pourrez vous faire votre propre idée de la situation.

Voilà ce qui doit faire jouir le couple de sadiques pédophiles de l'Elysée.

Un internaute - La vaccination, c'est un viol.

- [Cette causerie au format pdf \(pages\)](#)

INTRODUCTION

L'écume des mers des illusions ou la vague à l'âme en perdition.

Pas besoin d'un minable pour nous "emmerder", on s'est mis nous-mêmes dans une sacrée merde dont apparemment on n'est pas prêt de sortir, si on se base sur ce qu'on peut observer quotidiennement ou comment on s'y prend pour ignorer les enseignements de la lutte de classe du passé. Il semble qu'on ne sortira pas de ce merdier, tant qu'on n'aura pas refondé le mouvement ouvrier sur la base de la rupture avec le capitalisme et ses institutions. On ne voit pas quelle issue politique il pourrait exister sur une autre orientation politique, toutes celles compatibles avec l'existence du capitalisme nous vouant à patauger dedans indéfiniment.

Les mouvements autoproclamés sans direction qui jaillissent ici ou là et qui sont déjà sclérosés à l'origine, sont condamnés à disparaître dans l'indifférence générale.

Utopistes, ils prennent forme à la lisière de la lutte des classes ou ils sont des expressions inconscientes du mouvement ouvrier dégénéré. Ils entendent se construire en ignorant le processus historique qui a donné naissance à la civilisation humaine, en marge du développement économique et politique et de la lutte de classe du prolétariat qui l'ont structuré au cours des derniers millénaires croyant pouvoir y échapper, désillusion au goût amer dont ses membres ne tarderont pas à faire l'expérience, car le déni de la réalité historique mène forcément dans une impasse. Ils croient pouvoir échapper aux conséquences désastreuses ou dramatiques de la survie du capitalisme, mais

tôt ou tard elles les rattraperont et le prix à payer de leur ignorance ou de leurs illusions sera toujours plus élevé.

En quelque sorte, ils contribuent à faire durer le plaisir de vivre sous un tel régime sans proposer la moindre alternative politique pour y mettre un terme, d'où notre refus de participer à ce genre de mouvement de résistance, dont la principale caractéristique réside dans leur refus d'affronter le capitalisme et de s'organiser pour le combattre dans la perspective de son abolition, autrement dit, ses membres s'y soumettent ou ils se résignent à vivre indéfiniment en esclavage sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui finalement constitue leur idéal, qu'il nous soit permis d'avoir un idéal plus élevé, le socialisme et le communisme, débarrassé de toute forme d'exploitation, d'oppression ou de servitude humaine, pour atteindre le règne de la liberté.

Le mouvement dont il est question ici est de nature archaïque, rétrograde, néoféodal, corporatiste, construit sur une base régionale nationaliste chère à l'Union européenne, bref, réactionnaire comme tous ses semblables que l'on trouve dans un tas de régions nostalgiques de l'Ancien Régime, ce qui ne saute pas aux yeux à la lecture de l'article suivant (extrait) et trompera plus d'un travailleur ou jeune sans conscience politique.

Lu. Extraits.

- ... il y a aussi des penseurs qui ont observé la manière de faire des pervers au pouvoir. Ces personnes ont élaboré un projet concret de résistance qui contournerait absolument toutes les prévisions de l'ennemi étatique en place. Il ne s'agit pas de faire quelque chose « contre », en « opposition » directe, en « confrontation » de force directe avec le rouleau compresseur de la violence d'Etat, il s'agit de réaliser quelque chose de très concret, d'immédiat, de totalement indépendant, autonome, qui ignore volontairement les prévisions des stratégies de l'Etat profond violent et tyrannique, en organisant le contournement intelligent de la volonté « d'emmerdement » de ses dictateurs en place. (Le bonheur est dans le pré ! Comme si l'enjeu était une question de personne et non les rapports sociaux en place. On voit là comment ils contournent méticuleusement ou sournoisement les origines économiques de la situation, et avec quelle insistance ils tournent le dos à la lutte de classes. - LVOG)

C'est le réseau de la Résistance par excellence : l'ennemi est omniprésent, les résistants seront invisibles mais réellement présents dans un monde dont les structures et les infrastructures seront organisées de telle façon qu'elles se substitueront intégralement à celles de l'Etat profond ennemi du peuple ! (Déclaration péremptoire sans fondement, stupide ! - LVOG) Même l'armée, la police et la gendarmerie ont rassemblé un grand nombre de partisans et de partisanes à la création de ce réseau de résistance qui, dès maintenant, a déjà commencé son maillage régional, départemental et bientôt communal sur toute la France. (Quelle base démocratique de recrutement ! - LVOG) L'idée de ce mouvement a également émigré dans les autres pays européens et jusque hors des frontières de l'Europe, puisqu'il a fait des émules au Canada, en Australie...

Quelle était donc cette autre vague, LA VAGUE, qui a déferlé comme un tsunami sur l'Europe ? (Leur vidéo : 320 vues, quelle vague ! - LVOG) Elle était initiée par cinq fondateurs mais, très vite, elle s'est transformée trois mois plus tard en une force de milliers d'adhérents et acteurs convaincus de vouloir un « autre » monde, un monde vraiment « différent », un monde vraiment « meilleur », un monde de solidarité, d'entente cordiale, de fraternité, de liberté et de justice, de respect des personnes et de la primauté de l'humain sur le matérialisme capitaliste ultra libéral destructeur de toute vie ... (Toujours sans distinction de classe. J'ai été vérifié dans le blog de ce mouvement en quoi consistaient ses actions. 78 "marcheurs" ont parcouru à pied les 40 kilomètres qui séparent Brest de Morlaix, quel "tsunami" ! J'ai cliqué sur le lien "voir les évènements par région", résultat la

page s'ouvre bien et affiche : "Désolés! Rendez-Vous ou Événements introuvables.", autrement dit leur activité est inexistante ! - LVOG)

Voilà ce que disait cette idée et ce qu'allait entraîner avec elle cette vague humaine de solidarité : « Nous pouvons dès à présent devenir les acteurs de notre vie en commun ». (Quelle naïveté ! Les bonnes intentions qui ne sont pas orientées dans la bonne direction peuvent être hélas aussi dangereuses ou nocives que les mauvaises, voilà pourquoi nous n'embarquerons jamais personne dans ce genre d'expérience, désolé. - LVOG)

Chacun était donc invité à rejoindre un ou plusieurs groupes de LA VAGUE qui correspondraient à ses compétences, à ses qualités, à ses envies, afin de créer le monde de demain, celui qui est là désormais, un monde meilleur parce que basé sur la générosité, la reconnaissance de chacun, la vérité de ce qui est juste, sur ce qu'il y a de meilleur en la personne humaine... (Quelle crédulité, même le pire des tyrans estime détenir "ce qu'il y a de meilleur en la personne humaine" ! - LVOG)

La logique capitaliste ultra libérale doit être remplacée par des choix de vie qualitatifs et assumés collectivement. Il est question d'admettre la pluralité des chemins d'émancipation en créant les conditions d'un véritable échange interculturel, reconnaître les différences, les originalités, les contraires complémentaires...

Chacun peut se connecter à www.mouvement-la-vague.org et rejoindre la VAGUE. C'est là qu'est la vie, c'est dans cette direction qu'est l'avenir de la France, c'est là qu'est le retour du bonheur et du plaisir de vivre une communauté de destin. (Dites-le aux millions de chômeurs et pauvres qu'ils vivaient tellement mieux bien avant. - LVOG)

Laissons tomber les ordures qui prétendent nous enfermer dans leur dictature du « Great Reset » et de leur « transhumanisme ». Laissons-les écumer de rage sur les récalcitrants à leurs « vaccins » qui n'en sont pas ! Laissons-les dans leur délire qui les pousse à vouloir prendre plaisir à nous « emmerder » ! Laissons-les dans leur délire de malades mentaux et tournons nos regards vers la vie, vers la nature, vers les humains riches de leurs qualités et forts de leur humilité face à l'intelligence supérieure de ce qui est naturel, plein de bon sens et la seule puissance à pouvoir les convaincre. (Laissez tomber la lutte de classe, ne tournez pas vos regards vers le capitalisme, tournez vos "regards vers la vie", pour un peu, si vous êtes malheureux, c'est de votre faute, vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-même en guise de conclusion. Les tyrans peuvent dormir tranquille avec de tels résistants. Ces gens-là peuvent être sympathiques, mais face à un ennemi qui nous a déclaré la guerre et qui a décidé d'avoir notre peau, ce genre de comportement est pour le moins inadapté, puéride ou du pure infantilisme. - LVOG)

Défense du marxisme.

Quand serons-nous enfin capable d'écrire l'histoire de la société humaine ?

(Le formatage arbitraire des paragraphes est de LVOG pour une meilleure visibilité à l'écran ou facilité la lecture, à l'origine il n'y avait qu'un seul paragraphe.)

Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique

Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en

des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience.

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.

Contribution politique. Il faut exploiter les failles qui existent dans la stratégie de nos ennemis.

Leur discours nous facilite grandement la tâche, puisqu'ils en viennent à nous expliquer ouvertement qu'ils entendent nous pourrir la vie pour notre bien. Du coup, une fois ce constat enregistré, le peuple sera amené à se poser la question suivante qui en découle : Pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir sont-ils aussi malintentionnés envers nous, qu'est-ce qu'on leur a fait, qu'est-ce qui justifie un tel mauvais traitement, une telle haine ?

Ces questions vont en déclencher d'autres forcément : Pourquoi tiennent-ils tant à nous inoculer une substance nommée vaccin qui ne sert à rien sur le plan de la santé ? Pourquoi nous imposent-ils des mesures qui réduisent ou suspendent nos libertés individuelles et fondamentales qui manifestement ne servent à rien sur le plan sanitaire ? Pourquoi nous imposent-ils des mesures qui ont des conséquences économiques ou sociales désastreuses, tandis que les plus fortunés s'enrichissent comme jamais ? Pourquoi s'en prennent-ils à notre mode de vie, que jusqu'à présent ils louaient ou qu'ils avaient eux-mêmes contribué à façonner ? Pourquoi prétendent-ils qu'on n'aurait pas le choix et qu'on devrait les croire sur parole, alors qu'ils mentent comme ils respirent ?

Les réponses à toutes ces questions tiennent en une seule : Parce que la crise du capitalisme a atteint son paroxysme, et elle constitue une menace pour leur pouvoir, d'où la nature politique de toutes les mesures qu'ils ont été amenés à prendre depuis deux ans.

Ils craignent par-dessus tout qu'à un moment donné les masses exploitées et opprimées s'en emparent pour régler elles-mêmes à leur manière tous les problèmes qu'elles rencontrent dans la vie quotidienne, autrement dit, qu'elles renversent le régime en place ou réalisent leur révolution politique pour s'attaquer aux fondements du capitalisme ou aux rapports sociaux d'exploitation qui sont à l'origine de toutes leurs difficultés, processus révolutionnaire au cours duquel les privilèges des nantis seraient abolis, leurs biens et avoirs confisqués, leur pouvoir de nuisance sur la société réduit à néant, leur existence serait compromise et déclarée incompatible avec l'instauration d'une République sociale et démocratique.

Il ne vous aura pas échappé que les classes populaires n'ont pas encore adopté ces tâches et objectifs politiques, j'ignore à quel point elles en sont éloignées, peu importe ici. Il s'agissait uniquement de tracer la perspective politique et historique permettant d'entrevoir un changement de régime économique et politique, de montrer qu'il existe une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme.

Vous aurez noté également que tous ceux qui prétendent qu'il n'existerait pas d'alternative au capitalisme ou vouent le socialisme aux gémonies sont les mêmes, ce sont ceux qui ne cessent de vous mentir éhontément, qui falsifient l'histoire ou la réécrivent pour justifier leur politique, qui vous flattent et en même temps (sic!) vous haïssent ouvertement, vous aurez compris pourquoi. S'ils ont fait croire au peuple qu'il n'existerait pas d'alternative au capitalisme après lui avoir promis un avenir meilleur, c'était pour mieux l'endormir, puis le tromper, ensuite le prendre en otage, mieux l'asservir, l'exploiter, l'opprimer, le réprimer, finalement, mieux le réduire en esclavage et rien d'autres.

Chacun sait que de nos jours il est possible de satisfaire les besoins matériels ou sociaux de l'ensemble de la population, mais cela n'a jamais été dans la nature d'un banquier ou d'un capitaliste ou leur objectif. La preuve en est, qu'ils préfèrent détruire en masse des forces productives (gaspillage gigantesques, guerres perpétuelles, etc.) plutôt que satisfaire les besoins sociaux des peuples, pourquoi, parce que cela leur rapporte davantage ou leur système économique est conçu de telle sorte qu'il ne peut pas fonctionner autrement, il leur faut produire toujours plus pour continuer à engranger toujours plus de plus-value en augmentant le taux d'exploitation, afin de concentrer entre leurs mains toujours plus de richesses et de pouvoir au détriment des besoins du reste de la population. C'est uniquement à ce prix-là que l'oligarchie financière ou la classe des capitalistes peut conserver son hégémonie de classe et ses privilèges exorbitants.

Rien de nouveau là-dedans, effectivement, les inégalités sociales qui sont à l'origine du capitalisme ou qui en constituent les fondements n'ont pas changé depuis son avènement vers le XVII^e siècle, ses lois de fonctionnement non plus fondamentalement, puisque la loi de la valeur décrite par Marx et Engels demeure valable, et la force de travail mise en œuvre dans le processus de production est

toujours l'unique source de plus-value ou de richesse créée que le capitalisme extorque ou vole aux travailleurs au lieu qu'elle profite à l'ensemble de la société.

En revanche, au cours de ce processus historique qui n'a cessé d'accélérer depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs facteurs sont parvenus à maturité ou plusieurs rapports ont atteint un point extrême de tension, au-delà desquels ils entrent en putréfaction ou sont condamnés à l'autodestruction, cela concerne aussi bien la population que les forces productives, parce que ces deux facteurs ont connu une croissance exponentielle incompatible avec la survie du mode de production et de répartition des richesses du capitalisme. D'où la rhétorique que l'on retrouve jusque dans les discours des dirigeants du Forum économique mondial, qui fournissent une explication à leurs mystifications climatiques et sanitaires qui ne servent qu'à masquer la nature de la crise qui mine le capitalisme, ainsi que leurs réelles intentions malfaisantes et criminelles ou la manière dont ils entendent la régler, ce qui répond en partie aux questions qu'on s'était posé au tout début de notre exposé.

Un autre aspect de la situation réside dans le fait que les travailleurs et jeunes ignorent ou négligent les conditions sociales dans lesquelles les forces productives se sont développées, et au lieu de s'engager dans lutte de classe et de se tourner vers le socialisme, ils vouent un culte au capitalisme ou ils en attendent toujours quelque chose puisqu'ils sont persuadés qu'il n'existerait pas d'alternative politique et sociale au-delà du capitalisme, ce qui s'explique en partie par la dégénérescence ou la trahison du mouvement ouvrier.

Notre tâche politique est de faire en sorte que les travailleurs renouent avec le mouvement ouvrier ou se tournent vers lui, mais dans l'état de putréfaction dans lequel il se trouve, cela s'avère impossible ou très compliqué sans se compromettre. On peut toujours adhérer à un syndicat sans révéler ses intentions à ses dirigeants ou participer à des regroupements de travailleurs à l'initiative de différents partis dans lesquels on peut défendre l'orientation politique de *La Voix de l'Opposition de Gauche* on la partage.

L'idéal aurait été de disposer de notre propre organisation politique pour proposer aux travailleurs de s'associer à notre combat politique ou de nous rejoindre, mais malheureusement les conditions ne nous ont jamais permis d'y parvenir, donc il faut procéder autrement. L'essentiel, c'est de participer à la lutte de classe et à l'élévation de la conscience politique des travailleurs et militants en attendant des jours meilleurs. Rien ne nous empêche de nouer des liens avec des travailleurs ou jeunes. Sans oublier de consacrer une partie de notre temps libre à la lecture et à l'étude, à notre propre formation qui est continue dans tous les champs de la connaissance.

A bas l'Etat français néofasciste, dehors Macron mort ou vif !

« *Moi, je ne suis pas pour emmerder les Français. Je peste toute la journée contre l'administration quand elle les bloque. Eh bien là, les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc on va continuer de le faire, jusqu'au bout. C'est ça, la stratégie (...) Nous mettons une pression sur les non-vaccinés en limitant pour eux, autant que possible, l'accès aux activités de la vie sociale, explique le chef de l'État. Je ne vais pas les mettre en prison, je ne vais pas les vacciner de force. Et donc, il faut leur dire : à partir du 15 janvier, vous ne pourrez plus aller au restau, vous ne pourrez plus prendre un canon, vous ne pourrez plus aller boire un café, vous ne pourrez plus aller au théâtre, vous ne pourrez plus aller au ciné... » a déclaré le président de la République, dans un entretien avec des lecteurs du Parisien, publié le 4 janvier 2022, faisant délibérément le choix d'une*

stratégie de menace contre la « *toute petite minorité qui est réfractaire* » à la vaccination.
francesoir.fr 5 janvier 2022

Les clones Macron et Péresse.

La fausse concurrence Emmanuel Macron/Valérie Péresse : après le liquidateur, la liquidatrice - lemediaen442.fr 8 janvier 2022

Réagissant aux propos insultants d'Emmanuel Macron, Valérie Péresse a semblé marquer sa différence : « J'ai été indignée par les propos du Président de la République. J'ai aussi été indignée qu'il affirme que les non-vaccinés ne seraient plus des citoyens car ce n'est pas à Emmanuel Macron de trier entre les "bons" et les "mauvais" Français. » Certes, mais qui a déclaré : « S'il y a une recrudescence de la pandémie, j'envisagerai uniquement le reconfinement des non-vaccinés » ? Eh bien, c'est Valérie. De là à penser que ses dernières indignations sont feintes, il n'y a qu'un pas que nous n'hésitons pas à franchir.

Le programme de Valérie Péresse est identique à la politique menée par Emmanuel Macron. On ne peut douter de sa sincérité lorsqu'elle se présente comme la candidate du retour de la droite, on en conclut logiquement que Macron « ni de gauche ni de droite » n'a en fait, comme elle, jamais été que de droite. Il n'y a pas de retour à la droite avec la candidate, juste la continuité de l'agenda de l'« Europe » de Goldman Sachs et de Vanguard.

Courte bio de Valérie Péresse

Elle est née à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), dans une famille de la bourgeoisie. Son père, Dominique Roux, universitaire, a été président de Bolloré Télécom, membre du Cercle des économistes. Son grand-père maternel, Louis Bertagna, psychiatre, a soigné l'anorexie de Laurence Chirac.

Son mari, Jérôme Péresse, après avoir été banquier d'affaires au Crédit Suisse First Boston, est devenu vice-président exécutif d'Alstom (il est le seul à ne pas avoir été licencié lors de la vente d'Alstom par Macron à General Electric...).

Formation : HEC, ENA, Young Leader 2002 (Macron l'est en 2012), passée par Bilderberg en 2012 (Macron en 2014)

La candidate

Son directeur de campagne est Patrick Stefanini. Il a été condamné pour avoir bénéficié entre 1991 et 1995 d'un emploi fictif. En janvier 2004, le tribunal correctionnel de Nanterre le condamne à 12 mois de prison avec sursis pour recel de prise illégale d'intérêt, peine ramenée à 10 mois par la cour d'appel de Versailles.

Des engagements politiques fermes ?

Valérie Péresse se présente comme « une femme de conviction ».

2007 : elle soutient François Fillon

2016 : elle soutient Alain Juppé contre Fillon

2016 toujours : À la suite de la défaite de Juppé lors de la primaire, elle rallie de nouveau François Fillon.

2017 : elle crée un mouvement au sein des Républicains, Soyons libres, et se positionne comme une opposante au président du parti, Laurent Wauquiez. Une façon d'être dans le parti sans l'être.

2019 : elle quitte Les Républicains.

2021: elle réadhère aux Républicains.

Mariage pour tous : un jour oui, un jour non

2012-2013 : elle préconise, si la loi du mariage pour tous est adoptée, de « démarier » les couples homosexuels.

2014 : « On ne pourra pas revenir en arrière, on ne peut pas démarier des gens. » « Sur le mariage homosexuel, j'ai changé d'avis parce que tout simplement j'ai réfléchi. »

Dehors les étrangers ! mais ils peuvent voter pour moi

2012 : elle stigmatise des « arrière-pensées » et la volonté de « faire monter les extrêmes » dans la demande d'élargissement aux étrangers non-communautaires du droit de vote aux élections locales.

2019 : meeting de Libres ! à Brive-la-Gaillarde. Des contingents entiers de faux militants issus d'associations communautaires ont été rameutés depuis Paris. Certaines de ces structures sont financées par la région Île-de-France qu'elle préside.

2021 : pour se qualifier au second tour du congrès LR, plusieurs centaines de ses électeurs ont été amenées par un rabatteur de la communauté franco-asiatique (Ton-Tona Khul, 5e adjoint au maire délégué aux relations internationales de Villepinte) qui a aussi mobilisé des étrangers.

Supprimer des emplois, les préserver, oh ! et puis non, les supprimer

2011 : Valérie Pécresse, ministre du Budget, se félicite du nombre de postes supprimés dans la fonction publique (150 000).

2015 : « Mes priorités seront de relancer la création d'emplois »

2016 : près de 800 licenciements ont été officialisés par Alstom et General Electric, essentiellement à Levallois et Massy, en Ile-de-France. Une « restructuration des effectifs » pilotée par un certain... Jérôme Pécresse, époux de la toute nouvelle présidente de la région Ile-de-France. La même qui a fait de la lutte contre le chômage sa priorité.

2022 : programme pour la présidentielle prévoit la suppression de « près de 200 000 postes » dans l'administration. lemediaen442.fr 8 janvier 2022

Totalitarisme en famille. Le régime de l'apartheid comme modèle, normal.

LVOG - En Famille. En France les talibans imposent la muselière et le passe vaccinale.

Afghanistan: des affiches demandant aux femmes de porter le hijab placardées dans Kaboul - BFMTV 7 janvier 2022

Publiées par le ministère pour la Promotion de la vertu et la Prévention du vice, ces affiches sont un "encouragement à suivre la loi de la charia", a expliqué un porte-parole. BFMTV 7 janvier 2022

4ème dose : Jean Castex annonce une décision ferme - programme-television.org 6 janvier 2022

Interrogé par Jean-Jacques Bourdin sur l'antenne de BFM TV au sujet d'une éventuelle 4ème dose qui : "multiplie par 5 les anticorps, selon les premiers résultats d'une étude israélienne et protège contre les complications graves", le Premier Ministre a annoncé ne pas l'exclure : "Comme toujours dans ces sujets, même doctrine, même réponse, les Israéliens, l'ont fait - je suis ça à la loupe – après avis de leurs autorités sanitaires. Qui elles-mêmes ont fait sur la base d'observations, puisqu'ils ont un peu plus d'avance. Ils ont des cohortes de patients plus importantes. Donc dès que nos autorités auront dit : oui, dans telles conditions (...), nous irons ! C'est clair ! Nous serons prêts !" a fermement avancé Jean Castex. En effet, une mesure similaire a été mise en place en Israël, où les autorités sanitaires ont d'ores et déjà ouvert la quatrième dose aux plus de 60 ans et aux soignants. programme-television.org 6 janvier 2022

Le tyran Macron fait des émules.

Royaume-Uni : Boris Johnson s'en prend au "charabia" des antivax - BFMTV 7 janvier 2022

Philippines : le président menace d'arrêter les non vaccinés contre le Covid-19 - latribune.fr 7 janvier 2022

Dans une allocution télévisée, il a en effet déclaré qu'il demandait aux responsables locaux d'identifier les personnes non vaccinées et de s'assurer qu'elles restent confinées chez elles. latribune.fr 7 janvier 2022

Covid-19 en Allemagne : passe vaccinal couplé d'un test négatif pour accéder à certains lieux - France 24 7 janvier 2022

Covid-19 : Une prise en charge de l'assurance maladie modulée selon son statut vaccinal ? l'Allemagne y réfléchit. - Publicsenat.fr 08 janvier 2022

Covid: en Italie, le vaccin devient obligatoire pour les plus de 50 ans - AFP 7 janvier 2022

Coronavirus au Canada : Le Québec interdit l'accès aux magasins d'alcool et de cannabis aux non-vaccinés - 20minutes.fr 7 janvier 2022

Totalitarisme. Où veulent-ils en venir ? "Des campagnes annuelles de vaccination" où le règne de la tyrannie permanente.

Omicron : ceux qui ont reçu une 3è dose peuvent dormir tranquilles - The Conversation 6 janvier 2022

Les vaccins ne sont donc pas la seule solution. D'autres mesures de protection — plus de masques et de tests, meilleure ventilation — jouent toutes un rôle important.

Mais tout n'est pas sombre. La situation actuelle est nettement meilleure qu'il y a un an. Pour de nombreux pays à forte couverture vaccinale, la pandémie évolue vers une situation endémique — le

virus demeurera présent, mais la maladie sera plus prévisible. Grâce à la vaccination et à l'infection naturelle, la population atteindra un haut niveau d'immunité, ce qui réduira les taux d'hospitalisations et de décès liés à la Covid.

Des campagnes annuelles de vaccination, en particulier pour les plus vulnérables, seront sans doute nécessaires pour maintenir leur protection immunitaire, mais nous n'en sommes pas encore là.

Les virus mutent en permanence et d'autres variants du coronavirus suivront. Certains seront probablement capables d'échapper à l'immunité, provoquant de nouvelles réinfections, comme c'est le cas avec la grippe saisonnière et les coronavirus humains habituels comme celui du rhume. Si Omicron semble heureusement moins grave qu'on le redoutait, le risque demeure de voir apparaître un autre variant plus grave. Les vaccins restent le meilleur moyen de s'en prémunir. The Conversation 6 janvier 2022

LVOG - The Conversation alimente en articles le blog du Forum économique mondial...

Qu'est-ce que ces cinglés ne vont pas inventer pour alimenter la psychose collective.

Covid-19 : Omicron pourrait provoquer un symptôme "effrayant", la paralysie du sommeil - Yahoo 6 janvier 2022

Ce trouble du sommeil peut se manifester pendant l'endormissement ou au réveil. La personne qui en est atteinte ne peut ni bouger ni parler et se retrouve comme paralysée, tout en étant consciente. Cet état, qui peut durer quelques secondes à quelques minutes, est souvent accompagné d'hallucinations. "Cela peut être effrayant, mais c'est bénin et la plupart des gens ne l'auront qu'une ou deux fois dans leur vie", précise le National Health Service (NHS), le système de santé publique du Royaume-Uni, dans l'Express anglais. Yahoo 6 janvier 2022

LVOG - Quelle connerie, qui durant son sommeil ou lors d'un cauchemar n'a pas ressenti cette impression de paralysie pendant quelques secondes, en fait plutôt due à une mauvaise position de la tête durant le sommeil.

Parce que le rhume Omicron laisserait des traces à vie ("une ou deux fois dans leur vie"), quel délire !

Quant au Dr Hussain il "*recommande de ne pas s'endormir sur le dos, une position qui peut augmenter le risque de souffrir de paralysie du sommeil*", alors que c'est réputé être la meilleure position, quel charlatan !

Tribune libre

Stop aux atteintes aux droits et aux libertés des Français !

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/macron-linfirmité-du-chef>

Tribune— Alors que le projet de loi sur le pass vaccinal est en cours d'examen à l'Assemblée, 81 avocats appartenant à 27 barreaux en France lancent un cri d'alarme dans une tribune commune à

destination de l'ensemble des Français qu'ils enjoignent à réagir contre la liquidation de leurs droits les plus fondamentaux. Ils dénoncent un processus de destruction de l'État de droit et des libertés publiques à l'œuvre depuis maintenant deux ans, qui trouve son expression emblématique dans les derniers propos prononcés par le président de la République lui-même : « Les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder, on va continuer de le faire (...) Quand ma liberté vient menacer celle des autres, je deviens un irresponsable. Un irresponsable n'est plus un citoyen. »

Nous, avocats, appelons à un sursaut de conscience des Français face au piétinement, depuis bientôt deux ans, de leurs droits et de leurs libertés.

Nous alertons sur le projet de loi du gouvernement du 27 décembre dernier, qui fait à nouveau peser de lourdes menaces sur les droits et libertés des Français.

Nous, avocats, avons juré d'exercer nos fonctions avec « dignité, conscience, indépendance, probité et humanité ».

Aujourd'hui, c'est au nom de la conscience et de l'humanité attachées à notre ministère que nous lançons cet appel.

Les dernières décisions du gouvernement, toujours aussi liberticides, nous ont révoltés, indignés, mais elles ne nous ont pas surpris.

C'est désormais devenu une habitude de la part de ce gouvernement, au prétexte de préserver la santé des Français, de les maltraiter, de leur manquer de respect, de les infantiliser, de les rudoyer, de les menacer, de leur faire du chantage.

La simple comptabilité de l'épidémie soulève déjà des interrogations. Depuis toujours, la gravité d'une pandémie se mesure au nombre de malades, c'est-à-dire de symptômes médicalement constatés, et au nombre de morts qu'elle provoque.

Il semblerait que désormais, seul le nombre de tests positifs suffit. Mais, comment comprendre que la gravité d'une épidémie se mesure avec comme seul critère le nombre de « cas », c'est-à-dire de simples tests, alors qu'il s'agit de personnes en bonne santé, qui, pour la plupart, ne seront jamais malades ? Ainsi, l'outil de communication choisi par le gouvernement, l'incidence de « cas », ne correspond pas à un nombre de malades, comme l'explique Laurent Toubiana, épidémiologiste à l'INSERM et directeur de l'IRSAN. Ceci, d'autant que le nombre de cas est établi au moyen de tests dont la fiabilité ne fait pas l'unanimité dans la communauté scientifique.

De même, l'expérience a montré que le Covid s'attaque, pour l'essentiel, aux personnes âgées et/ou fragiles. Ainsi, la moyenne d'âge des personnes décédées est de 82 ans et le taux de létalité de la maladie n'est que de 0,04%.

Dès lors, les mesures prises pour lutter contre ce virus apparaissent comme totalement disproportionnées et, ce, dès l'origine. Ainsi, immédiatement après le confinement, dont il est acquis qu'il n'a eu aucun effet en termes sanitaires, les mesures les plus absurdes se sont succédé : port du masque partout, tout le temps, notamment par les enfants, auto-autorisation de sortie, plages dynamiques, fermeture des rayons dits non-essentiels des magasins d'alimentation, ouvertures des stations de ski, mais fermeture des remontées mécaniques ou, désormais, obligation de consommer assis dans les bars et les restaurants, sans parler de la menace de devoir se munir d'un passe vaccinal, d'un masque et d'un test négatif pour entrer dans les lieux publics choisis à la discrétion du gouvernement.

Il serait vain de tenter d'établir une liste complète de ces mesures farfelues et sans aucun intérêt sanitaire, tant elle serait longue et tant elle semble vouloir s'allonger encore.

Une situation inédite et profondément intolérable qui ne semble, pourtant, pas avoir porté ses fruits en termes sanitaires puisque, s'il on en croit le gouvernement lui-même, la situation serait catastrophique.

Pourtant, les chiffres officiels aujourd'hui disponibles permettent un recul qui incite à relativiser les discours alarmistes et les mesures disproportionnées dont ils font le lit. Ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation estime, elle-même, dans son rapport pour l'activité hospitalière de l'année 2020, à 2% les hospitalisations pour Covid sur le total des hospitalisations pendant l'année 2020.

À quoi bon tout cela, alors ?

Il n'empêche, obtus aux faits, le gouvernement poursuit son œuvre destructrice des droits et des libertés des Français à un point extrême.

Le chantage au vaccin s'intensifie, y compris sur les enfants de plus de douze ans que le projet de loi entend soumettre au passe vaccinal pour les activités autres que scolaires, ou encore nos données de santé qui seront accessibles au préfet, lequel voit ses pouvoirs de placement en psychiatrie élargis.

Pourtant, les dernières données de la science montrent, sans que le doute soit plus permis, une efficacité des « vaccins » qui diminue avec le temps, une transmissibilité du virus en dépit de la vaccination et d'aucuns préviennent que les rappels pourraient être inefficaces contre les variants qui circulent actuellement !

De prime abord, la cohorte de mesures absurdes et dommageables prises depuis bientôt deux ans semble avoir été acceptée avec une étonnante docilité par l'ensemble des citoyens. Mais, ce serait faire fi de la pression à la peur et au chantage qui s'exerce sur eux depuis des mois. Or, comme chacun sait, la peur a, de tout temps, été un excellent levier pour s'assurer de l'obéissance de la population. Elle l'est aujourd'hui encore.

Les Français, comme la plupart des citoyens européens, ont été domestiqués, au point d'accepter sans broncher les consignes les plus absurdes, convaincus par des médias « mainstream » ayant abandonné toute intégrité journalistique en se faisant l'écho de la seule voix du gouvernement, que leur survie dépend de leur obéissance.

Il est vrai que l'État a usé sans vergogne de tous les subterfuges : culpabilisation, menaces, chantages, mesures de rétorsion, mensonges, dénonciations, manipulation des chiffres et d'autres encore.

On ne peut que constater avec effroi que l'État a été aidé dans son entreprise par une justice qui, faisant preuve d'une fidélité sans faille, a purement et simplement avalisé les décisions les plus contraires aux principes de droit qui nous régissaient jusque-là. Une justice dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'a pas fait la preuve de l'indépendance que les justiciables sont en droit d'attendre d'elle.

Le Conseil d'État a ainsi approuvé et validé la quasi-totalité des décisions prises par l'exécutif, même les plus insensées, même les plus illégitimes, n'hésitant pas à se dédire à quelques semaines d'intervalle, revenant sans coup férir sur ses propres appréciations !

Du jamais vu !

On rappellera que, dans la mesure où le principe reste encore la liberté et l'interdiction, l'exception, il appartient à l'autorité qui pose une interdiction d'en démontrer, non seulement le bien-fondé, mais également la nécessité et le caractère indispensable.

Or, depuis la mise en place de l'état d'urgence sanitaire, ces principes, essentiels dans un État de droit, ont été balayés. Non seulement, l'État ne se donne pas la peine de fournir la moindre justification des restrictions inédites des libertés qu'il impose, mais, interrogé par la Commission nationale informatique et libertés, la CNIL, sur l'efficacité des mesures imposées, il reste étonnamment silencieux.

Pour autant, le Conseil d'État ne semble pas s'en offusquer...

Il ne fait aucun doute qu'une fois cette crise passée, certains auront des comptes à rendre, que ce soient les décideurs de ces mesures ou que ce soient ceux qui, par peur, par lâcheté, par indifférence, pour asseoir leur autorité ou par simple esprit moutonnier les auront publiquement défendues, appliquées ou fait appliquer. Ceci, sans aucune remise en cause, aucune distance, sans jamais s'interroger sur leur utilité ou sur leur légitimité. Il en ira de même de ceux qui auront stigmatisé, mis à l'écart, bannis leurs concitoyens pour avoir fait appel à la raison et au discernement ou pour avoir émis des critiques. N'hésitant pas à les faire passer, au mieux, pour des capricieux, au pire, pour des « complotistes », un terme bien vague, ou pour des malades mentaux.

Oui, au moment de faire le bilan, nous aurons la lourde obligation de nous interroger sur ce qui est arrivé et sur ce que nous n'avons pas su, pas pu ou pas voulu empêcher.

Aurait-on jamais pu imaginer que, dans un État démocratique comme le nôtre, de telles dérives puissent être admises ? (Ce n'était pas un État démocratique, mais un régime bonapartiste où l'exercice de la démocratie était limité et très encadré, sujette à disparaître au profit d'une dictature de plus en plus impitoyable ou absolue. - LVOG)

Pourtant, force est de constater que tel est le cas.

La majorité de nos concitoyens, tétanisée par la peur soigneusement entretenue par les canaux officiels, s'est laissé dépouiller, impuissante, de tous ses droits et ses libertés fondamentaux.

Il aurait été vain de compter sur la diligence du gouvernement pour ne jamais en arriver là. Bien au contraire. Peu importe le respect des libertés fondamentales, s'il s'agit de préserver la santé, a-t-il tenté de se justifier. Toute autre considération est nulle et non avenue. La détresse d'une part grandissante de la population, la fragilisation du tissu économique, l'abandon de la jeunesse et des personnes vulnérables n'entrent pas dans les savants calculs de ce gouvernement.

Pendant ce temps, au terme de l'adoption d'un nombre inouï de textes, les plus grands principes du droit et les règles qui régissent la vie quotidienne de tout un chacun, ont été invalidés et écartés.

Qu'il s'agisse du libre consentement, de la liberté de disposer de son corps, de l'intérêt supérieur de l'enfant, de l'autorité parentale, des libertés publiques, de la police administrative, des libertés individuelles et des droits fondamentaux, du droit du travail et de la fonction publique, du droit de la santé, du service public ou encore de la réparation des dommages causés aux victimes d'accidents médicaux.

Et la liste est loin d'être exhaustive.

Ces nouvelles règles infligent une violence sociale inouïe que traduit une multiplication sans précédent des actions en justice relatives à la crise. Et, nous assistons, depuis, dans nos cabinets et dans les prétoires, comme dans le reste de la société à une détresse économique, sociale et psychologique d'une profondeur insondable.

Aujourd'hui, des Français toujours plus nombreux réalisent que ces mesures ubuesques, où le ridicule le dispute à l'absurde, n'ont qu'un très lointain rapport avec la préservation de leur santé.

Ils comprennent enfin que l'on s'est joué d'eux, qu'on leur a menti, qu'on les a manipulés. L'intolérable chantage exercé sur eux leur apparaît maintenant pour ce qu'il est : odieux et illégitime. Et, il est d'autant plus illégitime que les Français ont perdu leurs libertés de citoyen et leurs droits parmi les plus fondamentaux.

Ainsi, la soumission à l'injonction est devenue la condition pour exercer ses libertés, la stigmatisation d'une partie de la population, la règle (aujourd'hui, ce sont les personnes non-vaccinées, mais qui seront les prochains ?). Peut-on l'accepter ?

Liberté, égalité, fraternité ? En est-on toujours aussi certain ?

Comme le dit Bellamy : « Le spectacle des reniements gouvernementaux donne le vertige ».

Ce à quoi les rédacteurs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, une boussole précieuse en ces temps troublés, auraient pu répondre que « l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements ».

Il faut à présent que les Français réagissent.

Il est temps !

SIGNATAIRES : (liste dans le blog de FranceSoir)

[Imposteur ou charlatan ? Zéro décès en Inde, en Chine, aux Etats-Unis... et en France en décembre 2021 : le POID la voix de l'oligarchie et de Macron.](#)

LVOG - Lisez, c'est stupéfiant, comment un tel déni, une telle infamie est-elle possible de la part d'un dirigeant qui se réclame du marxisme et du trotskysme ? Parce qu'il est ni l'un ni l'autre tout simplement, c'est un imposteur comme tous ses semblables de l'extrême gauche (lire les précédentes causeries).

Editorial de la Tribune des travailleurs - Et surtout la santé ! par Daniel Gluckstein

Gluckstein - Dans le contexte d'une pandémie particulièrement dangereuse, notre santé est menacée par la dislocation de notre système de soins. Une dislocation dont le gouvernement porte l'entière responsabilité.

Gluckstein - « Et surtout la santé »... pour la classe ouvrière et ses organisations qui défendent non seulement leurs intérêts spécifiques mais plus généralement les conquêtes de la civilisation humaine et de la démocratie.

LVOG - Quel salopard, il nous souhaite « *surtout la santé* » en faisant la promotion de la muselière et de la vaccination, aucun parti, aucune organisation du mouvement ouvrier ne défend les intérêts de la classe ouvrière...

Gluckstein est même plus con ou pourri ou les deux à la fois que Blachier, Hanouna, Verdez et Castaldi réunis.

- Blachier, Hanouna et Castaldi ne vaccineront pas leurs enfants, Gilles Verdez regrette de l'avoir fait pour sa fille - lemediaen442.fr 6 janvier 2022

Plus le temps passe et plus la confiance envers le gouvernement s'estompe. L'exemple flagrant étant l'émission Touche pas à mon poste où certains chroniqueurs ont abandonné leurs convictions. Le mensonge du gouvernement sur la non-transmission grâce au vaccin a poussé les Français à se vacciner : ces derniers se rendent compte du piège dans lequel ils sont tombés.

Dans cette l'émission TPMP (vidéo ci-dessous) du 5 janvier 2021, la question du jour est : « Allez-vous faire vacciner vos enfants ? » Benjamin Castaldi répond le premier à cette question et annonce avoir changé d'avis sur la vaccination. Il considère aujourd'hui que l'on n'a pas affaire à un vaccin mais bien à un traitement. « Et comme ce n'est pas un vaccin, je ne vais pas faire vacciner mes enfants. » Concernant Cyril Hanouna, ce dernier n'était déjà pas en phase avec la vaccination et ne compte pas le faire faire aux siens « Lino et Bianca qui ont 9 ans et 10 ans c'est non, moi c'est non, pour moi c'est non, pas les enfants ! » Martin Blachier a 3 enfants de 5 à 11 ans et ne les vaccinera pas. Il précise : « Même si vous vaccinez les enfants, cela n'aura aucun impact sur l'épidémie, ça ne va pas empêcher les adultes de se contaminer. [...] il y a des enfants qui sont touchés par le virus mais, par exemple en décembre 2021, il y a eu zéro décès. »

Vient au tour du journaliste Gilles Verdez de répondre. Dépit, il raconte que sa fille de 13 ans, vaccinée, a malheureusement été testée positive au covid. « Ma fille a 13 ans. Elle est vaccinée et aujourd'hui, j'ai une grosse pensée pour Mélanie. Elle a été déclarée positive au covid, donc elle ne va plus à l'école. » Le chroniqueur s'agace : « On ne comprend plus rien [...] est-ce que je n'ai pas fait une énorme erreur, parce qu'on ne sait pas ce qu'il y a dans ce vaccin et est-ce qu'il n'y aura pas des effets secondaires qui pourraient être majeurs dans des dizaines d'années pour elle ? Je suis perdu, je me pose d'énormes questions. » lemediaen442.fr 6 janvier 2022

Totalitarisme. La milice est partout.

Vote scandaleux à l'Assemblée : le contrôle d'identité n'est plus réservé aux forces de l'ordre - lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Le projet de loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire a été discuté le 30 décembre 2021 et le 3 janvier 2022. L'Assemblée a voté un amendement qui met fin au monopole de la vérification d'identité confiée jusqu'à présent aux forces de l'ordre.

Sur les 238 amendements laissés de côté, certains, déposés par les députés LREM, Modem et LR, seront examinés lors d'une autre session, si le calendrier surchargé de l'Assemblée permet de le faire sans précipitation... L'application voulue par le gouvernement pour le 15 janvier 2022 va être retardée. Mais pourquoi tant de hâte ?

Jean-Pierre Pont, rapporteur LREM de la commission de la loi, a fait adopter quinze amendements de pure forme, qualifiés d'« améliorations rédactionnelles ». Un seizième (CL281), présenté sournoisement comme de pure forme, présente du sens et il n'est pas beau à voir :

« Il peut être procédé à la vérification de concordance documentaire entre l'identité mentionnée sur le document prévu au premier alinéa du présent B et un document officiel avec photographie. »

« Exposé sommaire : Amendement de précision rédactionnelle, qui souligne expressément que l'exploitant ou le professionnel ne se livrera pas à un contrôle d'identité au sens du code de procédure pénale — cela relevant des forces de l'ordre —, mais simplement à une vérification de concordance documentaire. Il reprend des notions bien éprouvées par notre droit dans le cadre d'un paiement par chèque ou au moment de l'embarquement dans un avion. »

Nouveau ! le contrôle d'identité devient « vérification de concordance documentaire »

Donc en cas de contrôle de passe vaccinal, il ne s'agira ni de contrôle d'identité ni de vérification d'identité, légalement réservés aux autorités de police, mais de... « vérification de concordance documentaire ». Comme pour les compagnies aériennes au moment de l'embarquement. Le 3 janvier, l'Assemblée s'est félicitée de cette « Clarification de la rédaction relative à la vérification, par les personnes concernées, de l'identité du détenteur d'un passe sanitaire ou vaccinal afin que celle-ci ne puisse être assimilée à un contrôle d'identité au sens du code de procédure pénale. »

Il s'agit d'une clarification, pas d'une entourloupe, hein ! Enfin ! s'il fallait changer le code pénal et la constitution pour instaurer la dictature, on n'y arriverait jamais ! De la même façon, les salariés non-vaccinés suspendus ne sont pas licenciés : 1. On ne leur paie pas d'indemnités chômage 2. Nous restons en démocratie, ce qui est bien plus économique.

Quant au gouvernement, qui a tout bien prévu dans son projet de loi, ses amendements ne changent pas grand-chose. Ils concernent les réunions de copropriétaires, le tirage au sort de jurés d'assises, la téléconsultation, le financement des médecins et des établissements de santé et la prorogation de l'état d'urgence sanitaire en Martinique et à La Réunion.

Voilà où en est arrivée l'Assemblée. La suite à la prochaine réunion entre copains. lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Totalitarisme. Un régime toujours plus répressif.

Un radar pour lutter contre la pollution sonore : 135 euros d'amende en jeu - francesoir.fr 4 janvier 2022

Le premier radar sonore en France est inauguré ce mardi 4 janvier à Saint-Lambert, dans les Yvelines, par la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili. Dans les Yvelines, paradis des motards (et des cyclistes), on ne compte plus les deux-roues motorisés roulant en surrégime.

L'objectif premier de ce radar est de lutter contre la pollution sonore des deux-roues motorisés. « Il vise à sanctionner des comportements ultra-minoritaires de personnes qui trafiquent volontairement leur moto ou leur scooter », explique Jean-Noël Barrot, député Modem de la 2^e circonscription des Yvelines. Laurianne Rossi, députée des Hauts-de-Seine et présidente du Conseil national du bruit, parle « d'équipements qui constituent une première mondiale ».

Selon une étude demandée par l'association Bruitparif, 87 % des Franciliens sont pour un renforcement des contrôles et des verbalisations des deux-roues motorisés trop bruyants, comme le rapporte le HuffingtonPost.

Ce radar nouvelle génération est en phase d'expérimentation avant l'homologation, prévue pour dans six mois. Les premières contraventions commenceront à voir le jour à partir du deuxième semestre 2022. Le tarif de l'amende sera de 135 euros. Ce type de radar va s'exporter dans d'autres communes candidates : Paris, Bron (Rhône), Nice (Alpes-Maritimes), Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), Saint-Forget (Yvelines), Toulouse (Haute-Garonne) et Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne). Le radar sera installé dans des zones limitées à 50 km/h. francesoir.fr 4 janvier 2022

Commentaire d'un internaute.

- Si il y a plusieurs motos ou scooters qui roulent côte à côte, comme sur la photo qui illustre l'article, et qu'un seul soit concerné par le bruit élevé, je doute que le radar puisse bien le repérer.

RÉSISTANCE AU RÉGIME DE TERREUR.

Lu.

1 - La crise du coronavirus agit comme un révélateur de ce que nous sommes – et de nos façons de fonctionner – . Si l'être humain est intelligent individuellement, il est désormais visible, pour ceux qui ne le savaient pas, qu'il manque cruellement d'intelligence collective.

LVOG - De conscience de classe en ce qui nous concerne, parce que les classes n'ont pas les mêmes intérêts, elles ont même des intérêts opposés, antinomiques, irrémédiablement inconciliables... L'auteur de cet article ignorant ou se détournant de la lutte des classes allait poursuivre en brassant du vent ou en cherchant des explications à cette lacune du côté de la psychologie qui ne répondront à aucune des questions que pose la situation, comment a-t-elle été rendue possible, comment en sortir ou quelle issue politique pour qu'elle ne se reproduise plus...

2 - Le bombardement médiatique autour de la crise du Covid-19 omet étrangement toute mention du pouvoir du système immunitaire humain. Il est essentiel pour les personnes qui ont un esprit

critique de regarder au-delà du vacarme et d'apprendre pourquoi un mode de vie sain et une approche nutritionnelle ciblée constituent en réponse au Covid-19 une stratégie à ce point efficace.

Ce praticien de 30 ans d'expérience rappelle que les microorganismes sont interreliés dans un microunivers très complexe qui ne peut pas être capté par un microscope électronique qui cherche à focaliser un seul élément. Cette question reprend le grand débat entre deux hommes de science célèbres, Louis Pasteur et Antoine Béchamp. L'essentiel du débat peut se résumer à cela : Les microbes (Pasteur) provoquent-ils les maladies ? Ou est-ce un terrain pauvre (Béchamp) qui permet aux microbes de s'implanter et de se propager à un rythme rapide ? En d'autres termes, l'exposition à un microbe signifie-t-elle que vous êtes destiné à « attraper » la maladie ou à être « infecté » ? Le microbe possède-t-il le pouvoir total de contrôler votre destin ? Ou la personne exposée est-elle un hôte réceptif ? Son système immunitaire est-il une machine bien réglée, ou est-il faible et insuffisant ? En d'autres termes, son niveau de résistance à l'exposition est-il élevé ou faible ?

États-Unis: manifestation contre l'obligation vaccinale pour des employés municipaux - AFP 6 janvier 2022

Pour le vaccinologue Geert Vanden Bossche, les non-vaccinés sont une chance pendant cette épidémie - lemediaen442.fr 8 janvier 2022

Au-delà d'être le « groupe témoin » gênant pour l'industrie pharmaceutique — et qui énerve notre président — les non-vaccinés sont une chance pendant cette épidémie. La raison est qu'ils sont les acteurs principaux de l'« immunité de groupe » via leur immunité innée, ce que les vaccinés ne sont plus depuis l'injection. Selon le vaccinologue Geert Vanden Bossche, « l'immunité innée est un facteur, un pilier crucial pour l'immunité de groupe. Donc, on commence maintenant à vacciner — et pas uniquement les enfants. On va donc diminuer le réservoir d'individus qui peuvent contribuer à l'immunité de groupe en les vaccinant. Les non-vaccinés — et surtout les enfants — sont les aspirateurs de la pandémie ».

Le non-vacciné est désigné comme un pestiféré par Macron — lequel répète ce que lui souffle à l'oreille le cabinet McKinsey, dont le directeur associé en France est le fils de Laurent Fabius, « président du Conseil Constitutionnel ». Vous l'aurez compris, un braquage, ça s'organise. En réalité, le non-vacciné est celui qui contribue le plus à sortir de la « pandémie ». Évidemment il restera l'ennemi des laboratoires pharmaceutiques qui voudraient voir aussi les enfants se faire injecter. On vous laisse deviner pourquoi ils veulent absolument vacciner des enfants dont aucun ne meurt du covid... lemediaen442.fr 8 janvier 2022

<https://www.youtube.com/watch?v=nr-1W18i4gM>

Le Pr Raoult ou la girouette.

Coronavirus - Nouvelles déclarations chocs du Pr Raoult: "Il faut être clair, il n'y a pas de contrôle de l'épidémie par les vaccins. Il ne faut pas croire ce que dit la presse" - jeanmarcmorandini.com 05 janvier 2022

En pleine crise sanitaire et alors que le Président de la République affirme "emmerder les non vaccinés" dans le Parisien ce matin, le Pr Raoult jette une nouvelle pierre dans le jardin de la vaccination. Dans une nouvelle vidéo mise en ligne sur sa chaîne YouTube il met en doute l'efficacité du "tout vaccinal" :

"Il faut être clair il n'y a pas d'évidence de contrôle de l'épidémie par les vaccins. Il ne faut pas croire ce que dit la presse..."

Dans la même vidéo, le professeur estime qu'à ce jour la vaccination des enfants n'est pas justifiée". Il affirme également que "ce n'est pas une science la vaccination obligatoire, c'est une vision du monde dans lequel les gens doivent obéir parce que je sais que c'est bon pour eux... et ça on sait ou ça mène!" jeanmarcmorandini.com 05 janvier 2022

Vaccins et Omicron - IHU Méditerranée-Infection (2,2 millions de vues)

https://www.youtube.com/watch?v=x5-5P3ugQ_M

Le Dr John Abramson explique comment Pfizer a payé 2,3 milliards de dollars d'amende - lemediaen442.fr 7 janvier 2022

Le Dr John Abramson, conférencier à l'école de médecine de Harvard et expert national en litiges relatifs aux médicaments, partage ce qui se passe dans les coulisses de Big Pharma...

« La fonction première des compagnies pharmaceutiques est de faire de l'argent pour leurs investisseurs. Nous devons nous débarrasser de l'illusion qu'ils ont pour but de favoriser notre santé »

Voici des révélations qui vont encore enterrer un peu plus les criminels de chez Pfizer déjà condamnés pour la somme de 6,171 milliards de dollars d'amendes pour publicité mensongère, charlatanisme, corruption de médecins et de fonctionnaires. Le Dr John Abramson était l'invité de l'animateur radio américain Joe Rogan. Il explique comment Pfizer a payé le plus grand règlement pour fraude dans le domaine de la santé de l'histoire des États-Unis (2,3 milliards de dollars) pour des allégations trompeuses concernant son médicament : Bextra. Le laboratoire américain Pfizer, reconnu coupable de pratiques commerciales frauduleuses, avait accepté de payer la plus grosse amende jamais infligée par la justice américaine à un groupe pharmaceutique.

Pour information, tous les journalistes, tous les quotidiens sont au courant des malversations des criminels de chez Pfizer, Ils ont tous relayé cette condamnation ici, ici, ici, ici, ici, ici, Mais pourtant cela n'a pas alerté les journalistes dits d'investigation, ils ont préféré enquêter sur les « complotistes », afin de les faire taire. Mais ne vous y trompez pas, aucun de ces journalistes n'est assez fou pour aller se faire injecter ou injecter ses enfants. Ils laissent ça à la population. lemediaen442.fr 7 janvier 2022

Dr John Abramson - coulisses big pharma

https://odysee.com/Dr_John_Abramson_coulisses_big_pharma:502a2229d12f377331a54a5161a94c86b3bd7fc3?src=embed

Dr Toubiana : « Nous sommes aujourd'hui dans une épidémie relativement banale » - lemediaen442.fr 5 janvier 2022

Pour le Dr Laurent Toubiana, épidémiologiste à l'Inserm, la communication du gouvernement entretient un climat de peur dans le pays. Quelques chiffres pour se faire une idée de la « saturation » des hôpitaux : 17 nouvelles hospitalisations en une semaine pour 100 000 habitants avec une moyenne de 580 lits d'hôpital pour 100 000 habitants... lemediaen442.fr 5 janvier 2022

<https://www.youtube.com/watch?v=nryojc-0PRQ>

Le Pr Claverie – « Le vaccin Pfizer : une escroquerie et la troisième dose ne sert à rien » - lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Invité de Jean-Marc Morandini sur Cnews (vidéo ci-dessous), le Pr Jean-Michel Claverie n'a pas manqué de répondre face au Dr Jean-Michel Cohen qui, rappelons-le, a été jugé pour avoir utilisé son expertise médicale à des fins publicitaires et condamné à deux ans d'interdiction d'exercer.

Le Pr Claverie pointe les escrocs de chez Pfizer qui, rappelons-le, ont été condamnés à la modique somme de 6,171 milliards de dollars d'amendes pour publicité mensongère, charlatanisme, corruption de médecins et de fonctionnaires. « Je prétends que ce vaccin — qui a été vendu d'une manière quasiment étrange, bizarre, par des contrats que personne ne peut lire — par Pfizer est quasiment une escroquerie ! Dans l'article que j'ai sous les yeux ici, qui a permis à la FDA et à l'EMA de donner l'autorisation de ce vaccin, il est marqué exactement que la fréquence des effets non désirables et l'efficacité du vaccin au-delà de deux et trois mois et demi restent à démontrer. C'est marqué à la page 2612. Les gens ont été suivis pendant deux mois dans l'essai clinique et on s'étonne qu'après six mois on ait des résultats bizarres. C'est quasiment un défaut de fabrication, c'est un vice de forme(...) Je ne comprends pas que l'Europe ait pu s'engager sur six milliards de doses, alors qu'on ne savait absolument rien sur l'efficacité et la résilience de ce vaccin après deux mois d'essai clinique. »

Le très expérimenté dans la novlangue — et semble-t-il dans le commerce — Dr Cohen rétorque avec les mensonges véhiculés par le pouvoir et les laboratoires en avançant l'argument : « Le pass vaccinal c'est pas juste pour ennuyer les gens c'est pour forcer à la vaccination tous ceux qui ne veulent pas être vaccinés, pour leur montrer qu'ils ont l'obligation de se faire vacciner pour NOUS protéger, pas seulement pour eux. » Le Pr Claverie renvoie dans ses cordes le youtubeur Cohen : « Protège qui ? Ça ne protège personne, puisque la vaccination n'empêche pas la transmission. Donc c'est un mensonge monsieur, la vaccination n'empêche pas la transmission. » lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Jean-Marc Morandini très énervé : « Si Omicron n'est pas dangereux, votre 3e dose vous vous la gardez ! » - lemediaen442.fr 7 janvier 2022

On peut dire que le Dr Martine Perez en a pris pour son grade. En effet Jean-Marc Morandini, dans son émission Morandini Live, s'est fortement énervé : « J'ai du mal à comprendre, je commence à être fatigué par tout ça. Si le variant est moins dangereux et qu'il n'y a aucune conséquence quand on a ce variant. Pourquoi on nous demande de nous faire une troisième dose ? Je comprends rien. » Malheureusement pour Morandini, la réponse de Martine ne va pas l'aider à élucider cette énigme,

car, selon elle, « beaucoup de maladies virales bénéficient de trois doses... » C'est à ce moment-là que Jean-Marc est au bout de sa vie, puisque le médecin ne semble pas pouvoir répondre à la question simple, ce qui a tendance à crispier le plateau et en particulier l'animateur. « A quoi sert la vaccination ? Si la vaccination ne sert à rien, on va pas juste la faire parce qu'il n'y a pas d'effets secondaires. Si vous me dites qu'avec Omicron il n'y a aucun danger, je me dis : Eh bien, votre troisième dose vous vous la gardez ! »

Macron voulait emmerder les non-vaccinés, mais il semble faire chier l'ensemble de la population française. lemediaen442.fr 7 janvier 2022

Un journaliste de LCI malmené devant l'assemblée nationale : « On devrait vous péter la gueule, journaliste de merde ! » - lemediaen442.fr 4 janvier 2022

<https://lemediaen442.fr/un-journaliste-de-lci-malmené-devant-l'assemblée-nationale-on-devrait-vous-péter-la-gueule-journaliste-de-merde/>

Vous avez 1 mois pour vous opposer à la fin du secret médical : on vous explique comment ne pas activer « Mon espace santé » - lemediaen442.fr 4 janvier 2022

<https://lemediaen442.fr/vous-avez-1-mois-pour-vous-opposer-a-la-fin-du-secret-medical-on-vous-explique-comment-ne-pas-activer-mon-espace-santé/>

Après l'échec du Dossier médical partagé, voici l'arrivée au premier de l'an de « Mon espace santé » (Décret n° 2021-1048 du 4 août 2021). Seulement 10 millions de Dossiers médicaux partagés avaient été ouverts en janvier 2021. Les assurés devaient faire l'effort de le créer. Mon espace santé se fera tout seul, sans qu'on s'en rende compte... à moins de bien ouvrir l'œil sur le mail ou le courrier de la Sécurité sociale qui préviendra de la mise à disposition d'un espace numérique de santé et du droit à s'y opposer. Vous êtes donc libre de refuser, mais cela nécessite une démarche de votre part.

L'espace numérique de santé comprendra : vos données administratives, votre dossier médical, les données relatives au remboursement des dépenses de santé, une messagerie, un agenda des événements relatifs à votre santé, un répertoire des autorisations d'accès à tout ou partie de votre espace numérique de santé et, le cas échéant, à des données de santé hors de cet espace. Comment ne pas activer Mon espace santé

Vous pouvez vous opposer carrément à la création de votre Espace Santé. Vous avez un mois après la réception de votre code provisoire reçu par e-mail ou courrier pour le faire. Connectez-vous sur le site monespacesante.fr, tapez le code de 12 caractères, votre numéro de sécurité sociale à 15 caractères, le numéro de série de votre carte Vitale (les onze derniers chiffres du numéro de série sur le côté à droite de votre photo ou les 8 ou 13 chiffres, si votre carte n'a pas de photo, au dos en haut à gauche de votre carte).

Comment fermer Mon espace santé, s'il a été ouvert

Un mois à partir de l'envoi du courrier d'information et en l'absence d'opposition de votre part, votre espace numérique de santé sera ouvert automatiquement par la Caisse nationale de l'assurance

maladie. Si vous avez laissé passer le délai d'un mois, vous pourrez clore l'espace santé numérique. Il vous faudra cliquer sur votre profil situé en haut à droite de l'écran puis sur « Paramètres », puis cliquer sur « Clôturer Mon espace santé ». Au bout de trois mois, ce sera fait. Vous en serez informé.

Attention ! Les données contenues dans l'espace numérique de santé seront archivées pendant une période de dix ans. Elles seront supprimées automatiquement au-delà de ce délai.

Mon espace santé renfloue les patrons en difficulté

Gilles Grapinet a été directeur de cabinet du ministre de l'Économie Thierry Breton. Il a pantouflé chez Atos, puis Worldline. Thierry Breton, après le ministère de l'Économie, est allé pantoufler chez FranceTélécom et Atos, entre autres. Leurs sociétés ont bien besoin de soutien. Worldline (dont la filiale concernée par les données de santé est Santeos) a chuté de – 36 % en 2021 et Atos de – 50 % en 2021. Leur réseau de hauts fonctionnaires et de patrons de grandes entreprises les soutient dans l'adversité. L'hébergement des données des assurés leur est offert sur un plateau pour le 1er de l'An.

En route vers le fichage de la population

Le Projet de loi de Jean Castex du 21 décembre 2020 instituant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires, prévoyait le fichage de la population au motif d'une éventuelle urgence sanitaire : « En cas de situation sanitaire exceptionnelle ou pour tout événement de nature à impliquer de nombreuses victimes [une guerre ?], notamment les accidents collectifs [l'explosion d'une centrale nucléaire ?], les informations strictement nécessaires à l'identification des victimes et à leur suivi sont recueillies dans un système d'identification unique des victimes. Le ministre de la Santé, les agences sanitaires nationales, les agences régionales de santé et les organismes d'assurance maladie sont ainsi autorisés à traiter des données à caractère personnel concernant la santé des personnes. »

Pas besoin d'une situation exceptionnelle pour « justifier » le fichage de la population. Tabler sur l'inertie est bien plus efficace. Ça se fait en douceur... mais vous pouvez vous opposer à la divulgation de vos données médicales. Ça vous prendra 5 minutes, selon le site de la CPAM. On vous a expliqué comment faire, alors, pourquoi vous en priver ? lemediaen442.fr 4 janvier 2022

Des résultats d'autopsie donnent des preuves irréfutables du rôle des injections à base d'ARNm dans les décès post vaccination Par Dr Sucharit Bhakdi et Arne Burkhardt (Doctors4covidethics 10 décembre 2021) - Mondialisation.ca, 31 décembre 2021

<https://www.mondialisation.ca/des-resultats-dautopsie-donnent-des-preuves-irrefutables-du-role-des-injections-a-base-darnm-dans-les-deces-post-vaccination/5663729>

Si le motif sanitaire est bidon, quelle est donc la vraie motivation du covidisme et du vaccinalisme actuels ? Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 03 janvier 2022

<https://www.mondialisation.ca/si-le-motif-sanitaire-est-bidon-quelle-est-donc-la-vraie-motivation-du-covidisme-et-du-vaccinalisme-actuels/5663802>

Restrictions.Au Royaume-Uni, “déchirons le passeport vaccinal” - courrierinternational.com 6 janvier 2022

Non-sens sanitaire, menace pour les libertés individuelles, contraire à la tradition britannique : The Spectator, hebdomadaire conservateur, égrène les arguments contre le passeport vaccinal, document désormais nécessaire au Royaume-Uni pour accéder aux lieux bondés. courrierinternational.com 6 janvier 2022

POLITIQUE

Kazakhstan

Que se passe-t-il vraiment au Kazakhstan ? On attendra d'en savoir un peu plus avant de prendre position. (Lire plus loin)

En attendant l'AFP et ses sous-agences médiatiques ont recours à la rhétorique éculée des "*révolutions de couleur*" :

<https://fr.news.yahoo.com/comprendre-passe-t-au-kazakhstan-153554973.html>

Le Point s'est fendu d'un témoignage au-dessus de tout soupçon (sic!) qui renforce notre première impression :

- « En trois jours littéralement, une révolution s'est produite. C'est une vraie révolution », a estimé l'opposant kazakh Moukhtar Abliazov, réfugié politique en France, auprès de l'Agence France-Presse. Le Point 6 janvier 2022,

Par Wikipédia on apprend qu'il s'agit d'un homme d'affaires ou un oligarque et homme politique kazakh condamné pour détournement de fonds, dissimulation de revenus, association de malfaiteurs et meurtre.

Un escroc, mafieux et criminel condamné également en Russie, en Ukraine, en Grande-Bretagne et en Italie, mis en examen en France qui lui accorde le droit d'asile, cela ne s'invente pas, et soutenu comme il se doit par les ONG Amnesty Internationale et Human Rights Watch financées par l'oligarchie. Mieux encore il a aussi le soutien d'une autre ONG au parfum de Soros *Open Dialogue Foundation*.

Moukhtar Abliazov : tout un roman :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Moukhtar_Abliazov

Qu'est-ce Open Dialogue Foundation ? Une officine de l'Etat profond anglo-saxon ou un produit du coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine en 2014

Wikipédia - Open Dialogue Foundation (ODF)¹, en polonais : Fundacja Otwarty Dialog), est une organisation internationale non gouvernementale, fondée en 2009 en Pologne et dont le siège est situé à Bruxelles, en Belgique.

Sur la base de son travail, l'ODF publie des rapports analytiques et les distribue aux institutions de l'UE, à l'OSCE, au Conseil de l'Europe, à l'ONU, à d'autres organisations de défense des droits de l'homme, aux ministères et aux parlements étrangers, ainsi qu'aux médias.

En 2013/14, la Fondation a organisé une mission pour soutenir la société civile ukrainienne dans sa lutte pour l'intégration européenne lors de la Révolution de la Dignité sur la place Maidan de Kiev. Suite à l'agression russe en 2014, le programme d'aide humanitaire d'ODF, commencé sur Maidan, a été étendu pour aider les personnes touchées par la guerre à l'Est.

Source :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Open_Dialogue_Foundation

https://en.wikipedia.org/wiki/Open_Dialogue_Foundation

Autres sources :

<https://en.odfoundation.eu/foundation/who-we-are/>

Dans leur fine équipe :

- Martin Mycielski, fort d'une expérience au sein des institutions européennes, du ministère polonais des affaires étrangères...

Pour en savoir plus sur ce qui se passe au Kazakhstan, il y a aussi cet article :

Soulèvement au Kazakhstan: Moscou envoie des troupes pour éviter un scénario à la syrienne - sputniknews.com 6 janvier 2022

<https://fr.sputniknews.com/20220106/soulevement-au-kazakhstan-moscou-envoie-des-troupes-pour-eviter-un-scenario-a-la-syrienne-1054215174.html>

[Des infos arrivées 2 jours plus tard confirment ce que nous avions flairé.](#)

Bilan de deux jours d'état de siège au Kazakhstan - Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Depuis la proclamation de l'état de siège dans tout le pays et les coupures des communications téléphoniques dans certaines régions, le 5 janvier, les forces de sécurité ont estimé à 20 000 personnes le total des jihadistes étrangers et des islamistes kazakhs. Une centaine d'entre eux aurait été abattue lors de batailles avec l'armée et la police. 7 soldats ont été tués. 4 400 personnes ont été interpellées. Certaines d'entre elles pourront être envoyées à Moscou pour y être interrogées. 748 soldats et 18 policiers ont été gravement blessés. 70 barrages ont été installés sur les grandes routes.

Le président Kassym-Jomart Tokayev présentera le 11 janvier 2021 une série de réformes au parlement kazakh Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Le Conseil de sécurité kazakh prend des mesures draconiennes contre les jihadistes - Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Le Conseil de Sécurité kazakh s'est réuni le 6 janvier 2021 à Nur-Sultan, sous la présidence de Kassym-Jomart Tokayev et en présence des présidents des assemblées législatives.

Le Conseil a fait le point sur les attaques terroristes à l'occasion des manifestations contre la hausse des prix de l'énergie, le 2 janvier. Selon les rapports, les attaques sont menées par des groupes de jihadistes étrangers ayant combattu en Syrie. Des snipers placés sur les toits tuent indistinctement des manifestants et des policiers afin de semer le chaos. Ces groupes ont pris d'assaut plusieurs armureries et distribuent ces armes à des islamistes kazakhs.

Le Conseil a requis l'aide de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OSTC) pour protéger la population civile.

Le président Kassym-Jomart Tokayev a donné l'ordre aux forces de sécurité kazahkes de tirer pour tuer les jihadistes sans sommation. Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Deux personnalités arrêtées au Kazakhstan pour haute trahison - Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Le président du Conseil de sécurité kazakh, Karim Masimov (photo), qui a été démis de ses fonctions le 6 janvier, a été placé en détention pour haute trahison.

Le neveu de l'ancien président Nursultan Nazarbaev, Samat Abish, aurait également été arrêté et placé en détention pour haute trahison. Cependant cette seconde arrestation n'est pas confirmée. Il y a plusieurs années, un gendre de Nursultan Nazarbaev avait tenté d'organiser un coup d'État. Réseau Voltaire 8 janvier 2022

Syrie.

Des fuites révèlent qu'un vétéran des psyops contre la Syrie a « astroturfé » une influenceuse Youtube pour contrer les critiques des restrictions dues au Covid par Kit Klarenberg et Max Blumenthal (The Grayzone 24 décembre 2021) - Mondialisation.ca, 03 janvier 2022

Astroturf : terme américain. C'est une technique consistant en la simulation d'un mouvement spontané ou populaire pour manipuler l'opinion publique. Elle consiste à donner l'impression d'un sentiment majoritaire pour justifier une prise de position.

<https://www.mondialisation.ca/des-fuites-revelent-quun-veteran-des-psyops-contre-la-syrie-a-astroturfe-une-influenceuse-youtube-pour-contrer-les-critiques-des-restrictions-dues-au-covid/5663816>

ÉCONOMIE

France. Augmentation du smic patronal de 30 %.

French Tech : les salaires des PDG explosent - lepoint.fr 7 janvier 2022

Si le Covid-19 met à bas l'économie française, les salaires des patrons de la French Tech ont explosé depuis 2020, dévoile « Les Échos ».

La crise économique engendrée par la pandémie ne touche pas tout le monde de la même manière. Selon Les Échos, les start-up françaises résistent bien, et affichent un état de santé insolent. En témoigne la forte progression des salaires des PDG de la French Tech, qui ont très notablement progressé depuis 2020. Selon une étude du Galion Project, l'augmentation moyenne s'élève à 30 %. Une hausse qui suit logiquement l'augmentation notable des fonds levés par les 23 « licornes » détentrices du label French Tech.

Début 2022, la barre des 10 milliards d'euros de fonds levés a été franchie. En conséquence, le salaire médian des PDG des start-up atteint désormais 120 000 euros annuels, soit 10 000 euros par mois. Dans le détail, liste Les Échos, 75 % des dirigeants concernés touchent plus de 85 000 euros par an (7 000 euros/mois), tandis que les 25 % restants touchent plus de 153 000 euros (12 750 euros/mois).

Logiquement, plus les start-up ont levé des fonds, plus leurs dirigeants ont vu leur salaire augmenter. Ainsi, les salaires les plus hauts concernent exclusivement les structures étant parvenues à lever plus de 100 millions d'euros. lepoint.fr 7 janvier 2022

France. Le Great Reset totalitaire en marche.

Société Générale devient un poids lourd de la location de voiture ! - insolentiae.com 7 janvier 2022

Vous ne posséderez plus rien et vous en serez heureux ». Cette phrase est prêtée à Klaus Schwab le président du Forum Économique de Davos.

Et si il y a bien un secteur où les usages changent très rapidement c'est bien celui de la voiture et de la « propriété » de la voiture. Les gens en sont de moins en moins propriétaires.

Ils les louent via des leasing et autres contrats de location.

Dans la période actuelle de transition ce n'est d'ailleurs pas forcément une mauvaise idée, car on ne sait pas trop à quelle sauce et interdiction les automobiles seront mangées.

C'est dans ce contexte que la société générale vient de racheter LeasePlan, « le numéro 1 européen du secteur du leasing, pour 4,9 milliards d'euros ».

« En achetant LeasePlan, numéro 1 européen du secteur du leasing, pour 4,9 milliards d'euros. Le nouvel ensemble créerait « un acteur mondial de premier plan dans les solutions de mobilité avec une flotte totale combinée d'environ 3,5 millions de véhicules ».

Oui, cela fait beaucoup de voitures.

Vous voyez d'ailleurs également qui sont les vrais acheteurs des voitures neuves. Ce n'est pas tant les particuliers dans les concessions que des énormes mastodontes qui louent des voitures.

Bientôt vous ne posséderez plus de voitures.

Vous allez les louer en longues, petites ou moyennes durée. D'Uber à la LDD de la société générale.

Un marché juteux pour les banques qui ne doit rien au hasard. « Le monde de la mobilité est en pleine révolution, passant d'un monde de la propriété à celui de l'usage, et nous nous mettons en capacité d'accompagner ce changement en proposant non seulement des solutions de leasing mais également des services digitaux pour multiplier nos sources de revenus. » déclarait le patron de la SG. insolentiae.com 7 Jan 2022

France. Le Green New Deal est un des pans du Great Reset totalitaire en marche.

Pour éviter le black-out, la France pourrait carburer au charbon cet hiver - latribune.fr

Confrontée à des tensions sur son réseau électrique, la France envisage d'assouplir les limites d'utilisation de ses centrales à charbon en janvier et février, mois lors desquels la consommation énergétique explose.

Russie. Gaz.

Exit Nord Stream 2, place à Force de Sibérie 2

La superpuissance militaire russe, qui en a assez des brimades des États-Unis et de l'OTAN, dicte maintenant les termes d'un nouvel arrangement. Par Pepe Escobar (Strategic Culture 23 décembre 2021) - Mondialisation.ca, 07 janvier 2022

<https://www.mondialisation.ca/exit-nord-stream-2-place-a-force-de-siberie-2/5663956>

Etat-Unis. Fed.

LVOG - Comment manipuler l'économie pour justifier le Great Reset ? Une opération très périlleuse à haut risque.

La Fed fait chuter Wall Street en annonçant un resserrement rapide des conditions monétaires - Le Monde 6 janvier 2022

« La banque centrale américaine (Fed) serait-elle (re) devenue « faucon », partisane d'une politique monétaire stricte pour contrôler l'inflation ? C'est ce que croit désormais Wall Street, qui a été prise de panique mercredi 5 janvier : le Nasdaq, riche en technologie, a reculé de 3,34 %, tandis que

l'indice S&P 500, représentatif des grandes entreprises américaines, perdait 1,94 %. Les taux à deux ans, qui reflètent en général les anticipations de hausse des taux, ont atteint 0,83 %, un record depuis mars 2020, lorsqu'éclata la pandémie.

En cause, la publication des « minutes » de la Fed, le compte rendu de sa dernière réunion, mi-décembre 2021, qui laisse augurer un durcissement plus important et plus rapide des conditions monétaires pour contrer l'inflation, qui a atteint 6,8 % sur un an en novembre 2021. Au programme de la Réserve fédérale pour 2022 : d'ici mars, la fin des achats de bons du trésor, qui maintenaient artificiellement bas les taux d'intérêt à long terme pour doper l'économie ; l'augmentation possible des taux d'intérêt dès le mois de mars ; et, surprise, la réduction du bilan de la banque centrale – en clair, au lieu d'injecter des liquidités dans l'économie, la Fed pourrait en retirer.

Les investisseurs pensaient que la banque centrale américaine était pour l'éternité une « colombe », une partisane de l'argent facile pour doper la croissance et l'emploi

Depuis des mois, les opérateurs ne prenaient pas au sérieux l'institution présidée par Jerome Powell. A force de maintenir ses taux directeurs à court terme à zéro depuis le début de la pandémie de Covid-19, à force d'acheter sans limites les bons du Trésor, les investisseurs pensaient que la banque centrale américaine était pour l'éternité une « colombe », une partisane de l'argent facile pour doper la croissance et l'emploi. Lors de sa réunion de la mi-décembre 2021, la Fed avait pourtant déjà indiqué qu'elle augmenterait ses taux d'intérêt à trois reprises en 2022. La colombe se transformait en faucon, mais les marchés financiers n'ont pas voulu le voir, trouvant ces mesures bien peu inquiétantes : la fête pouvait continuer à Wall Street. Jusqu'à mercredi 5 janvier. » Le Monde 6 janvier 2022

Commentaire d'un internaute dans un bloc économique.

- Appelée la Banque Centrale Américaine RESERV FEDERAL est un oxymore ou plutôt un abus sémantique autant que rhétorique car il se trouve que cette banque centrale n'a plus besoin de détenir dans ses coffres des réserves de dollars matérielles (c'est à dire des lingots d'or) car les dollars sont devenus immatériels. La FED les fabrique à gogo, les crée ex nihilo à la demande. Et si la FED craint l'inflation de la mise en circulation du dollar, alors que c'est grâce à cette inflation cachée et secrète que les USA ont pu financer leurs guerres impérialistes dégueulasses un peu partout dans le monde, c'est que une telle inflation qu'il est impossible de masquer risque au moins deux choses. La première chose raison c'est la crainte que cette inflation particulière sème le doute dans la confiance dans la monnaie fiduciaire et immatérielle dollar qu'ont encore les opinions populaires encore aveuglés par les propagandes néolibérales. La deuxième raison, c'est de se dire, à quoi cela rime-t-il de créer de la monnaie pour maintenir une économie de croissance libérale moribonde et qu'il est impossible de la sauver d'une récession cette fois-ci STRUCTURELLE et non plus conjoncturelle comme l'étaient les autres.

Dans ces conditions, pourquoi attendre?

Autant provoquer la crise une fois pour toute et remettre l'économie en ordre, faire table rase des causes structurelles et donner au néolibéralisme un nouveau départ.

Ce « nouveau départ » est une habitude très spécifique du caractère des Anglo-saxons.

Après tout, se disent ces démiurges du BIDERBERG GROUP , « le néolibéralisme a bien survécu à la crise financière de 1929, puis à la crise des subprimes en 2008. Le néolibéralisme s'est nourri copieusement des guerres mondiales et des catastrophes naturelles. Des dizaines de millions de

soldats et de civils sont morts pour la richesse de quelques élites occidentales. Alors autant tenter le coup et éviter de tordre le cou au néolibéralisme qui a fait nos fortunes ». Une politique qui ressemble énormément à ce qui a été fait le 11 septembre 2001 avec le pseudo attentat attribué malicieusement à al Qaida, qui a provoqué la destruction des tours jumelles du WTC dans le seul but convaincre le peuple américain qui ne voulait pas y aller, de faire la guerre à Sadam HUSSEIN. Un chef d'État qui avait décidé de céder son pétrole dans d'autres monnaies que le dollar référence internationale du commerce.

Ces gens-là, qui se prennent pour des démiurges osent tout, n'ont peur de rien. Les conséquences catastrophiques que peuvent avoir leurs décisions parmi les populations, ils s'en moquent. Ils n'en ont rien à foutre La FED pourrait se décider le 11 janvier, d'ailleurs. Tiens comme c'est bizarre. Encore un 11.

Dans ce monde, univers triple, le hasard ne peut pas exister.

Il n'existe que des coïncidences. Et on a raison d'y prêter attention.

Etats-Unis. Indices économiques et sociaux.

Les États-Unis: une poussée vers le déclin moral, l'extrémisme politique, les divisions politiques et la violence? Par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 06 janvier 2022

Extrait.

Les inégalités de revenu et de richesse sont grandes et elles sont en croissance aux États-Unis.

Les inégalités de revenu et de richesse aux États-Unis sont présentement fortement biaisées en faveur des Américains à revenus élevés, et elles battent des records des 50 dernières années, tandis que la classe moyenne américaine, à laquelle appartenait une nette majorité d'Américains dans le passé, a plutôt tendance à se rétrécir.

Par exemple, selon les analyses du 'Pew Research Center', la part relative des revenus des adultes américains de la classe moyenne est passée de 62 pourcent en 1970 à 43 pourcent en 2018, une baisse significative. Au cours de la même période, la part des Américains touchant des revenus élevés est passée de 29 pourcent en 1970 à 48 pourcent en 2018. Même la part des Américains à faible revenu a connu une baisse, passant de 10 pourcent à 9 pourcent.

Les déplacements de richesse aux États-Unis au profit des ménages à revenus élevée et aux dépens des ménages à revenus moyens et inférieurs sont même plus importants que les inégalité dans les revenus, et le phénomène s'accroît depuis le début des années '80.

Par exemple, aussi selon le Pew Research, la part de la richesse américaine possédée par les ménages avec les revenus les plus élevés était de 75 pour cent en 1983, mais cette part a bondi à 87 pour cent en 2016.

À l'inverse, la part de la richesse américaine des ménages à revenu moyen et des ménages à faible revenu s'est abaissée. En effet, la part de la richesse des ménages à revenu moyen est passée de 22,3 pourcent en 1983 à 11,8 pourcent en 2016, tandis que celle des ménages à faible revenu est passée de 2,7 pourcent en 1983 à seulement 1,2 pourcent en 2016.

De nombreux facteurs peuvent expliquer une évolution aussi importante des parts relatives des revenus et de la richesse au cours de la dernière moitié de siècle, aux États-Unis, mais aussi, à des degrés moindres, dans d'autres économies avancées, en Europe, au Canada et en Australie.

Les plus pertinents sont :

Les changements technologiques en cours, la dérèglementation et l'essor de nouvelles industries ont produit une transformation profonde de la façon dont les communications et l'information en général sont transmises presque instantanément par une prolifération des réseaux de télévision et de radio, et par le biais de réseaux d'ordinateurs.

Dans ce nouveau contexte, des médias peu scrupuleux n'hésitent point à supprimer l'information et à se spécialiser dans des analyses superficielles ou biaisées, allant jusqu'à la désinformation et les fausses nouvelles, où les faits sont niés et les mensonges glorifiés. Ils peuvent se prêter à une forme de manipulation psychologique, grâce à la technique du 'Gros Mensonge'. Le recours à de telles techniques permet d'influencer les masses dans un sens souhaité. Cela a ouvert les portes à des démagogues.

Les médias sociaux, par exemple, doivent leur existence à la généralisation de l'Internet, avec l'apport technologique de microprocesseurs toujours plus performants, et celui des réseaux d'ordinateurs informatisés. C'est ce qui a permis la création de nombreuses plateformes de communication sociale (Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.), lesquelles ont produites d'énormes fortunes personnelles pour certaines personnes.

On doit aussi souligner l'influence de la mondialisation croissante des économies, ce qui a renforcé le pouvoir des grandes sociétés et des banques dans de nombreux pays, aux dépens des gouvernements nationaux.

En effet, au milieu des années '90, il s'est produit une accélération de la mondialisation économique et financière, lorsque les réseaux de communication à faible coût ont rendus possible des mouvements internationaux accrus, non seulement de biens et services à travers les échanges internationaux, mais aussi ceux de capitaux financiers et d'investissements directs, de travail et de technologies, entre les pays à hauts salaires et les économies à bas salaires.

De même, dans plusieurs économies avancées, il s'est produit un déclin institutionnel relatif des syndicats ouvriers et cela a pu jouer un rôle dans l'élargissement de l'écart des revenus entre les travailleurs les plus qualifiés et ceux moins qualifiés, et dans l'écart grandissant entre les riches et les pauvres.

Les gouvernements ont également joué un rôle important dans cette exacerbation des disparités de revenus et de richesse par leurs politiques fiscales et les baisses d'impôts pour les plus hauts revenus, en plus des subventions de toute sorte versées aux plus fortunés. Il en va de même des politiques monétaires, ces dernières ayant favorisé la création de bulles financières sur les marchés immobiliers et boursiers, favorisant ainsi les possédants et les plus fortunés, au détriment des ménages les moins riches.

À ces politiques, il faut ajouter les politiques gouvernementales d'immigration massive, car ces dernières ont une influence négative disproportionnée sur les bas salariés, lorsqu'elles accroissent la concurrence entre les travailleurs d'une même catégorie. Mondialisation.ca, 06 janvier 2022